

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrière, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 30/12/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2024

### **Contexte et constats**

publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TC ENVIRONNEMENT**

Lieu-dit Les Fourneaux  
58340 CERCY LA TOUR

Références : 240591

Code AIOT : 0100017729

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement TC ENVIRONNEMENT implanté Lieu-dit Les Fourneaux 58340 CERCY LA TOUR.

Le site de TC environnement est en cours de construction, certaines prescriptions restent à mettre en place.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TC ENVIRONNEMENT
- Lieu-dit Les Fourneaux 58340 CERCY LA TOUR
- Code AIOT : 0100017729      Installation : Avec Titre ☐ Sans Titre ☒
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

#### **Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :**

L'installation TC environnement est une entreprise de collecte et de broyage de pneumatiques usagés (arrêté d'enregistrement n° 58-2023-10-31-00002 du 31/10/2023) qui a débuté son activité le 5 août 2024.

TC environnement effectue un tri des pneumatiques, qui leur permet en fonction de leur état, de retenir une fraction pour la revente de pneumatiques d'occasion, et une majorité pour du broyage en vue de valorisation matière.

**Contexte de l'inspection :** Contexte de l'inspection

**Thèmes de l'inspection :** Récolement

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 -I	Demande d'action corrective	3 Mois
4	Voie « engins »	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 – II	Demande d'action corrective	3 Mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande d'action corrective	3 Mois
10	Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Demande d'action corrective	3 Mois
11	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-1	Demande d'action corrective	3 Mois
14	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-4	Demande d'action corrective	3 Mois
17	Procédure d'information préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-2	Demande d'action corrective	3 Mois
18	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-3	Demande d'action corrective	3 Mois
21	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Demande d'action corrective	3 Mois
22	Points de prélèvements pour les contrôles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15	Demande d'action corrective	3 Mois
25	Raccordement à une station d'épuration	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	implantation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	
2	comportement au feu	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6	
5	Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 – III	
6	Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 – IV	
7	Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 – V	
8	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8	
12	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-2	
13	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-3	
15	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	
16	Gestion déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-1	
19	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-4	
20	Opérations de tri des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-5	
23	Rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	
24	VLE pour rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	
26	Raccordement à une station d'épuration	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 19	
27	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	
28	Risques d'envols et poussières	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	
29	Appareils de communication	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25-2	
30	Déchets générés par l'installation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 26	

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

Un certain nombre de prescriptions nécessite des mesures correctives.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative      Implantation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les rubriques n° 2711, 2714 ou 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur) sont suffisamment éloignées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes aux bâtiments, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) ;</li><li>- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de réception et d'expédition des déchets et des éventuels magasins ou espaces de présentation d'équipements ou pièces destinés au réemploi ou à la réutilisation, sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>).</li></ul> <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p> <p>Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation des déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.</p> <p>Pour toutes les rubriques concernées par l'arrêté, l'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les stockages de pneumatiques usagés et de broyats de pneumatiques sont implantés à au moins 20 m</p>

des limites du site.

Les distances entre bâtiments ont été calculées par la méthode FLUMILOG. Un dispositif séparatif a été ajouté au bâtiment B pour contenir le flux thermique dans l'enceinte de l'ICPE.

Aucun local habité ou occupé par des tiers n'est présent au sein du site.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 2 : comportement au feu

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels - Comportement au feu

### **Prescription contrôlée :**

Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- l'ensemble de la structure est R15 ;
- les matériaux sont de classe A2s1d0 ;
- les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3).

Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe A2s1d0 ;
- murs extérieurs E 30 ;
- murs séparatifs E 30 ;
- portes et fermetures E 30 ;
- toitures et couvertures de toiture BROOF (t3).

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.

### **Constats :**

Les pneumatiques usagés sont stockés à l'air libre, dans des alvéoles entourées par des murs en béton

(forme de « U ») ou dans des bennes métalliques.

Le site est constitué de 4 auvents pour lesquels une étude de dimensionnement et d'assemblage a été faite par l'entreprise CHEVRIER le 06/12/2023, qui a conduit à une validation de la tenue au feu.

Ces auvents sont ouverts sur les 4 faces. Ils sont constitués :

- d'une structure métallique R15 ;
- d'une toiture en bac acier répondant à la classe Broof (t3).

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

### N° 3 : Accessibilité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 -I

**Thème(s) :** Risques accidentels - Accessibilité

**Prescription contrôlée :**

I. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.

**Constats :**

L'accès au site camion se fait par un portail manipulable par les services de secours.

La plate-forme est accessible par les secours via la voie d'accès classique qui présente les caractéristiques nécessaires pour assurer la circulation des engins de secours. Les aires de stationnement ne gênent pas l'évolution et la circulation des véhicules de secours sur le site. 2 voies engins ont été aménagées et permettent le déplacement des engins en tout point du site, celui-ci étant entièrement imperméabilisé et carrossable.

Les conditions d'accessibilité et les moyens de défense extérieure contre l'incendie du site ont été

validés par le SDIS lors d'un entretien spécifique du 18/10/2023.

Pour le bâtiment fermé (administration du site), parmi les façades, au moins une est équipée d'un ouvrant présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre, et dispose d'issues de secours.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place une boîte à clé qui devra être mise à disposition des pompiers pour leur permettre l'accès au site. Cette boîte devra comporter également un plan du site avec les zones à risque et les moyens de protection incendie existants sur le site.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 Mois

**N° 4 : Voie « engins »**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 – II

**Thème(s) :** Risques accidentels Voie « engins »

**Prescription contrôlée :**

Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;
- l'accès au bâtiment ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins pompes.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce



bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ;

- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

**Constats :**

L'exploitant déclare avoir rencontré le SDIS du 18/10/2023 pour valider les conditions d'accessibilité et les moyens de défense extérieure contre l'incendie.

Le site compte 2 voies-engins qui permettent de circuler sur la périphérie complète des auvents de stockage et de manipulation de pneumatiques usagés :

- 1 qui fait le tour des bâtiments B et A,
- 1 qui va jusqu'au broyeur et longeant la clôture sud est.

Ces voies-engins sont maintenues dégagées.

Elles permettent notamment l'accès aux bâtiments et la mise en place d'échelles. Les caractéristiques de cette voie respectent les dispositions réglementaires (notamment : largeur > 3 m, rayon des virages > 13 m, portance suffisante, ...)

L'exploitant dispose des plans et panneaux à afficher à l'entrée du site, non mis en place le jour de l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place les affichages.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 Mois

## N° 5 : Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 – III	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques (Installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :  - largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie-engin ;  - longueur minimale de 10 mètres ;  présentant <i>a minima</i> les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».	
<b>Constats :</b>  Les engins peuvent se croiser aisément au sein du site.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 6 : Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 – IV	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques (Installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II.  1° Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.  Chacune de ces aires de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :  [...]- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens élévateurs aériens à la verticale de cette aire ;  [...]	

<b>Constats :</b>	
Les auvents sont d'une hauteur inférieure à 8 m.	
Le site n'utilise pas de stockage en hauteur et de moyen d'élévateur aérien.	
<b>Respect de la prescription :</b>	Prescription inadaptée
<b>Type de suites proposées :</b>	Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>	Sans Objet

#### N° 7 : Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 – V	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques (Installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)	
<b>Prescription contrôlée :</b> À partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens élévateurs aériens est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.	
<b>Constats :</b> Les aires de circulation garantissent l'accès aux auvents sur les 4 faces. Le bâtiment administratif est accessible sur 3 faces par les voie de circulation.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>	

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Désenfumage	
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.</p> <p>Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible.</p> <p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m<sup>2</sup> est prévue pour 250 m<sup>2</sup> de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p>	
<b>Constats :</b> <p>Les bâtiments ont des auvents ouverts sur les 4 faces.</p>	
<b>Respect de la prescription :</b>	Prescription inadaptée
<b>Type de suites proposées :</b>	Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>	Sans Objet

## N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9

**Thème(s) :** Risques chroniques      Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

**Constats :**

L'exploitant déclare mettre en place un système de télésurveillance utilisant des caméras à lumière visible et caméras thermiques.

Les besoins en eau incendie nécessaires à l'intervention des services de secours extérieurs, calculés sur la base du guide D9, s'élèvent à 120 m<sup>3</sup>/h, à rendre disponible pendant 2 heures. Ces besoins sont couverts par :

- la réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> à l'intérieur du site et située à moins de 100 m des installations ;
- le poteau incendie au sein de la ZAE, au niveau du giratoire, à proximité directe de l'accès au site (débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h). Il est situé à moins de 100 m de la plupart des installations et à moins de 200 m de l'ensemble des installations ;
- un autre poteau incendie est présent à l'intersection de la RD 37 et de l'accès à la ZAE. Il est situé à environ 130 m de l'accès au site par voie praticable.

Le personnel est équipé de téléphones portables afin de pouvoir prévenir les secours.

Des extincteurs adaptés aux risques et en nombre suffisants sont judicieusement répartis au sein du site et ont fait l'objet d'une déclaration de conformité au référentiel APSAD R4 (N4) le 13/10/2023 et RIA et PIA (N5) le 17/10/2024.

Les dispositifs de lutte contre l'incendie font l'objet d'une vérification périodique.

Les différents marquages au sol n'ont pas été faits mais sont commandés auprès de la société Signanet.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place un plan des bâtiments à la disposition des secours, affiché à l'entrée du site ainsi qu'une réserve de sable meuble.

L'exploitant doit veiller à la mise en place de l'organisation des moyens d'alerte des services d'incendie : procédures, seuil de température des alarmes à définir.

La réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> à l'intérieur du site devra être réceptionnée par le SDIS.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites


**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 Mois

## N° 10 : Installations électriques et mise à la terre


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Installations électriques et mise à la terre		
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.  Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.		
<b>Constats :</b>  L'activité du site a débuté le 05/08/2024.  L'exploitant déclare que la vérification Q18 sera effectuée dès que le site sera alimenté en courant par le poste de distribution Enedis. Le site est actuellement alimenté en électricité par un poste électrogène.  L'exploitant déclare faire vérifier les installations électriques par thermographie.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit faire contrôler périodiquement ses installations électriques.		
<b>Respect de la prescription :</b> 		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective		
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois		

## N° 11 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Dispositif de rétention des pollutions accidentelles		
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;  - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.  Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :  - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;  - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;  - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.		
<b>Constats :</b>  Les fûts de 250 l de lubrifiants sont stockés sur une cuve de rétention.  Un fût est cependant stocké sans rétention.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit placer la totalité des stockages sur des rétentions adaptées.		
<b>Respect de la prescription :</b> 		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective		
<b>Proposition de délais :</b> 3      Mois		



## N° 12 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.  L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.	
<b>Constats :</b>  Les rétentions sont adaptées aux produits pour lesquels elles sont utilisées.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 13 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-3	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	
<b>Constats :</b>  L'ensemble des surfaces du site est imperméabilisé, et les pollutions accidentelles sont retenues dans les canalisations, caniveaux, les séparateurs et le bassin,  L'exploitant dispose d'absorbants en cas de déversement accidentel.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-4

**Thème(s) :** Risques accidentels - Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

**Constats :**

Les eaux d'extinction incendie sont collectées et confinées au sein du bassin de rétention étanche, muni d'une vanne de coupure manuelle, d'un volume de 1 400 m<sup>3</sup>. Le volume de rétention nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie, déterminé à l'aide du document technique D9A, s'élève à 610 m<sup>3</sup>. Le bassin est donc largement dimensionné pour pouvoir accueillir l'ensemble des eaux d'extinction incendie. Le bassin ne comporte pas de marquage de niveau de hauteur permettant de s'assurer des volumes disponibles. Les eaux d'extinction seront analysées avant rejet ou pompage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra s'assurer que le volume de rétention des eaux d'extinction soit toujours disponible..

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 Mois

#### N° 15 : Consignes d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques - Consignes d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.

**Constats :**

Des consignes d'exploitation sont formalisées et affichées aux différents postes de travail.

Les numéros d'urgence sont identifiés et affichés.


**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 16 : Gestion déchets réceptionnés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Gestion déchets réceptionnés	
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Admissibilité des déchets  Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.  L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.	
<b>Constats :</b>  Le site ne réceptionne pas d'autre déchet que des pneumatiques. Il n'y a pas lieu d'effectuer un contrôle de la radioactivité.  Les cargaisons de pneumatiques doivent répondre à un cahier des charges précis, fourni par Aliapur. En cas de défaut, les lots peuvent être renvoyés à l'installation d'où la cargaison provient.  Les éventuels déchets indésirables réceptionnés (majoritairement des DIB) sont stockés dans une benne dédiée sur site puis sont expédiés vers un site de recyclage. Un bon de suivi de déchets hors filière est alors émis.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 17 : Procédure d'information préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Procédure d'information préalable	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.	

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

'[...]

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.

#### **Constats :**


L'exploitant utilise les outils informatiques formatés pour la base Aliabase dans le cadre du suivi de l'éco organisme Aliapur : provenance, quantité, qualité... Cependant, toutes les informations visées à l'article 13-2 de l'arrêté ministériel n'y figurent pas.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit demander au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous.

Informations à fournir :

- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Avec suites
<b>Proposition de suites :</b>	Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b>	3 Mois

## N° 18 : Procédure d'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Procédure d'admission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Procédure d'admission</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;</li> <li>- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;</li> <li>- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;</li> <li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;</li> <li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.</li> </ul> <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du Code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec</p>

le déchet annoncé, l'exploitant :

- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou
- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

#### **Constats :**

Les pneumatiques usagés sont contrôlés plusieurs fois à leur arrivée :

- vérification de l'origine,
- vérification de la quantité par pesée,
- vérification de la qualité,
- vérification visuelle lors du déchargement.

Le déchargement se fait directement sur la plate-forme, sous la surveillance d'un membre du personnel TC ENVIRONNEMENT.

En cas de critères de réception non-conforme, la livraison est refusée et renvoyée à son producteur.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place la procédure d'information préalable (cf point 17).

#### **Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 Mois

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-4

**Thème(s) :** Risques chroniques      Entreposage des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

**Constats :**

Les différentes aires de réception, transit, regroupement, tri et préparation sont distinctes. Les éventuels déchets indésirables réceptionnés (majoritairement des DIB) sont temporairement stockés dans une benne dédiée sur site.

La hauteur maximale de stockage des pneumatiques usagés est de 3 m, peut être dépassée exceptionnellement, sans dépasser la hauteur de 6 m. Les hauteurs maximales sont vérifiées à l'aide de niveau visuel : hauteur des murs de soutien des alvéoles...

Le site n'est pas concerné par la rubrique 2711.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes pour le stockage de pneumatiques d'occasion. Les pneumatiques destinés au broyage et le broyat, non sensible à la dégradation, sont non couvertes.


**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place une signalisation et un marquage au sol des aires de réception, transit, regroupement, et de tri de la zone de réception des DIB.



<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 20 : Opérations de tri des déchets

<b>Référence réglementaire :</b>	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-5
<b>Thème(s) :</b>	Risques chroniques      Opérations de tri des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>	<p>Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>	<p>Les déchets réceptionnés sont uniquement des pneumatiques usagés et sont triés en fonction de leur exutoire. Les éventuels déchets indésirables réceptionnés (majoritairement des DIB) sont temporairement stockés dans une benne dédiée sur site.</p>
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 21 : Collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b>	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
<b>Thème(s) :</b>	Risques chroniques      Collecte des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>	<p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduelles et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un</p>

traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.

Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

#### **Constats :**

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Les réseaux d'eaux pluviales (EP) et d'eaux usées sont séparatifs.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont traitées par un séparateur hydrocarbures puis un décanteur lamellaire, et en fin stockées temporairement dans un bassin de rétention étanche de 1 400 m<sup>3</sup> avant rejet à un débit maîtrisé au réseau EP de la zone d'activité économique (ZAE).

Les plans des réseaux ont été fournis.

Sur le site, l'inspection a constaté que les vannes manuelles de confinement (peinture bleue) ne sont pas signalisées, et que les regards étaient obstrués d'enrobés.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit nettoyer les regards des dépôts d'enrobé.

Les vannes manuelles de sectionnement doivent être signalées. Des procédures de mise en œuvre avec formation doivent être mises en place.

#### **Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites


**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 Mois

## N° 22 : Points de prélèvements pour les contrôles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Points de prélèvements pour les contrôles		
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).  Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.  Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.		
<b>Constats :</b>  Aucun point de prélèvement n'a été prévu sur les différents points de rejet.  L'exploitant déclare que le point de prélèvement est au droit du rejet au réseau EP de la ZAE, hors limite de l'ICPE.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit aménager un point de prélèvement d'échantillon et des points de mesure de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs.		
<b>Respect de la prescription :</b> 		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective		
<b>Proposition de délais :</b> 3      Mois		

## N° 23 : Rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Rejet des effluents	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.	
<b>Constats :</b>  Le site a été mis en fonctionnement le 05/08/2024. Il n'y a pas encore eu d'entretien sur le déshuileur/débourbeur.  L'exploitant déclare que le séparateur hydrocarbures sera régulièrement nettoyé, au moins 1 fois par an et dès que les conditions l'exigent. L'entretien est réalisé par un prestataire externe sous contrat de maintenance.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre en place une procédure de contrôle de l'état du déshuileur/débourbeur périodiquement.  L'exploitation veillera à produire, lors de l'élimination des boues, les bordereaux de suivi de déchets et les déclarations sur trackdéchet.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 24 : VLE pour rejet dans le milieu naturel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17

**Thème(s) :** Risques chroniques VLE pour rejet dans le milieu naturel

### Prescription contrôlée :

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

1- Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)			
Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)			
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j			100mg/l
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j			35mg/l
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)			
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j			300mg/l
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j			125mg/l
2- Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)			
	N°CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25µg/l
Chromium et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6 : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluorure et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10mg/l

Hydrocarburesaromatiques polycycliques (HAP)		1117	25µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	
SommeBenzo(b)fluoranthène Benzo(k)fluoranthène	205-99-2/ 207-08-9	-	
SommeBenzo(g, h,i)perylène Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2/ 193-39-5	-	
Composésorganiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composésorganiques absorbables (AOX)		1106	1mg/l

#### Constats :

Les rejets ont lieu dans le réseau EP de la ZAE, pour traitement en station d'épuration.

Le site ayant débuté son activité le 05/08/2024, l'exploitant réalisera l'auto-surveillance annuelle des rejets d'eau.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

#### N° 25 : Raccordement à une station d'épuration

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18

**Thème(s) :** Risques chroniques - Raccordement à une station d'épuration

#### Prescription contrôlée :

Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.

Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :

- MEST : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l.

Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement

des boues n'est pas altéré par ces dépassements.

Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (rubrique n° 2750) ou mixte (rubrique n° 2752) dans le cas de rejets de micropolluants.

Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.

Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.

**Constats :**

Les eaux usées et pluviales sont rejetées dans le réseau EP et d'assainissement.

L'exploitant n'a pas pu présenter de convention de déversement ou d'une autorisation de déversement le jour de l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit établir une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 Mois

**N° 26 : Raccordement à une station d'épuration**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 19

**Thème(s) :** Risques chroniques - Raccordement à une station d'épuration

**Prescription contrôlée :**

Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration

Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur

effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

**Constats :**

L'activité du site ayant débuté le 05/08/2024, aucune analyse des eaux n'a encore eu lieu à ce jour.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

**N° 27 : Mesures périodiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20

**Thème(s) :** Risques chroniques - Mesures périodiques

**Prescription contrôlée :**

Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.

**Constats :**

L'activité du site a débuté le 05/08/2024.

Une auto-surveillance des rejets d'effluents aqueux sera à réaliser 1 fois par an par un organisme agréé de façon à s'assurer du respect des VLE.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**



## N° 28 : Risques d'envols et poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Risques d'envols et poussières	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"><li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;</li><li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;</li><li>- s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ;</li><li>- toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.</li></ul>	
<b>Constats :</b>  Le site est propre. Afin de limiter les émissions diffuses de poussières et de petites particules, les mesures suivantes sont mises en place : <ul style="list-style-type: none"><li>• arrosage de la matière lors de l'opération de broyage ;</li><li>• imperméabilisation de la plateforme ;</li><li>• nettoyage quotidien des installations et des voiries à l'aide d'une balayeuse.</li></ul>	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 29 : Appareils de communication

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25-2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Appareils de communication	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la	

prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

**Constats :**

2 sirènes sont identifiées sur le site :

- avertisseur acoustique pour marche arrière des camions,
- alarme de démarrage des machines et broyeur.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

**N° 30 : Déchets générés par l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 26

**Thème(s) :** Risques chroniques - Déchets générés par l'installation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il génère ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

**Constats :**

Le personnel est sensibilisé à la bonne gestion des déchets. Des consignes de tri sont mises en place.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**